

En attendant le plus grand séisme budgétaire de la V^e République...

Ce n'est pas le moindre des paradoxes de la dissolution : décidée avant l'été pour éviter une « inévitable » tempête lors du vote de la loi de finances à l'automne, elle pourrait déboucher sur le plus grave séisme budgétaire de la V^e République, de ceux qui ébranlent le régime tout entier. Conscient de ce danger dans un pays saigné par un demi-siècle de gabegie,

le gouvernement démissionnaire joue une drôle de tragicomédie, « Le bon gestionnaire interdit de gestion ».

Sans Premier ministre, ni majorité à l'Assemblée nationale, la France se trouve menacée d'une situation inédite : un Etat sans crédits votés, au 1^{er} janvier prochain. Le calendrier institutionnel interdit de ne rien faire : tout doit être prêt avant le 1^{er} octobre. Mais expédier les

affaires courantes exclut de prendre des décisions fortes. Pour trancher ce nœud gordien, Matignon a inventé le « budget réversible » : il permet de construire un projet de loi de finance « en temps et en heure » sans déconstruire ex-ante les choix du prochain gouvernement « sur la base de ce qui a été préparé ».

Cette neutralité feinte est un leurre. En envoyant mardi à chaque ministère

leur plafond de débours, Gabriel Attal a préempté une part de l'architecture budgétaire. Et en décidant de reconduire pour 2025 le niveau de dépenses de 2024, il a posé un acte politique structurant : ne pas tenir compte de l'inflation (fait rare) revient à se priver d'une manne de 10 milliards d'euros. Alerté par un risque de dérapage, le ministre des Finances voulait davantage. Qu'importe.

La France pourrait avoir et le déficit et la motion de censure. Comment croire dès lors qu'en septembre, dans le cadre de la procédure pour déficit excessif, Paris sera capable d'envoyer à Bruxelles son plan de réduction de la dette ? Le tohu-bohu politique engendrera le désordre financier. Et le déclassement - irréversible.

Rémi Godeau
@remigodeau

Pour parler aux classes populaires, doit-on l'enlever comme Gérald Darmanin ou la porter comme les élus du RN ? En politique, cette petite bande de tissu concentre une lourde charge symbolique

Réhabilitation des élites, faut-il brûler la cravate ?

New look

Le ministre de l'Intérieur démissionnaire, Gérald Darmanin, a présenté ce mardi le dispositif de sécurité pour les Jeux paralympiques qui s'ouvriront le 28 août. Une fois le cycle olympique refermé, il fera sa rentrée politique le 15 septembre à Tourcoing. Le 16 juillet, à l'issue du dernier conseil des ministres de plein exercice du gouvernement Attal, il avait ostensiblement enlevé sa cravate dans la cour de l'Elysée pour afficher sa liberté retrouvée.

Matthieu Deprieck

TOUS LES GRANDS SUJETS du pays rassemblés dans une fine bande de tissu : la crise de la représentation politique, la lutte des classes, le dérèglement climatique et l'appétit de Gérald Darmanin pour les médias.

Le 16 juillet, le ministre de l'Intérieur quitte l'Elysée après un dernier conseil des ministres de plein exercice. Devant les caméras, il enlève sa cravate et sourit de cette liberté retrouvée. Cette transgression vestimentaire aimante les regards. Aux journalistes qui l'inter-

rogent, Gérald Darmanin ne masque pas son plan com : la cravate n'est qu'un symbole ; le sujet, c'est la sécession des élites. « Les politiques, les journalistes, mais aussi les magistrats, les grands décideurs économiques... tous sont vus comme déconnectés, vivant entre eux, dans un monde à part », juge-t-il dans *Le Journal du Dimanche*.

« C'est pour ça qu'il y a 11 millions d'électeurs du RN. Ils ont l'impression qu'on n'a pas compris le message. Donc ils augmentent le son à chaque élec-



tion. Moi, j'ai compris », poursuit-il sur BFMTV, trois jours plus tard. Avant de nuancer, au micro de RTL : « Quand je vais à un enterrement ou voir le président de la République, évidemment que je porte une cravate, je suis un garçon poli et bien élevé par ma maman. »

Front renversé. Une mise en terre et un rendez-vous avec le « PR » - attention de ne pas confondre les deux - ne sont

pas les seules occasions pour lesquelles la cravate est indispensable. La réalité est plus complexe. Tellement que pour atteindre le même objectif, Gérald Darmanin et le Rassemblement national déploient des stratégies inverses. Dans la course au peuple, le premier enlève la cravate quand les députés d'extrême droite la nouent autour de leur cou.

Au RN, cet attribut est devenu le symbole de la stratégie de notabilisation

entreprise par Marine Le Pen - sous la dénomination assumée de « stratégie de la cravate ». Avant cela, en 2019, les réalisateurs Mathias Théry et Etienne Chaillou avaient suivi pendant plusieurs mois le parcours d'un jeune militant frontiste pour un documentaire intitulé *La Cravate*. Celui-ci portait la cravate quand il avait encore espoir de grimper les échelons dans le parti avant de la retirer une

Page 2

L'Europe tente de se protéger pour 5 ans des voitures électriques chinoises

Version finale

LA COMMISSION DE BRUXELLES assure rester ouverte à des « solutions alternatives » à l'imposition de nouveaux droits. Mais en attendant, elle a précisé mardi 20 août le nouveau régime de taxes applicables aux importations de véhicules en provenance de Chine. Le mois dernier, elle avait annoncé des droits temporaires, ce qui lui avait valu le dépôt d'une plainte de Pékin à l'OMC. Cette fois, il s'agit de droits définitifs qui s'appliqueront pour cinq ans dès leur publication au Journal officiel de l'UE, censée inter-

venir avant le 30 octobre. D'ici là, les Etats membres de l'UE devront adopter cette version finale du texte.

A la taxe douanière préexistante de 10 % s'ajouteront donc des surtaxes

allant jusqu'à 36,3 % pour les constructeurs qui ont refusé de coopérer avec Bruxelles, parmi lesquels figure notamment SAIC. Pour les autres, la facture est moins salée. Ce sera 17 % pour BYD

(17,4 % dans la version provisoire), 19,3 % pour Geely (contre 19,9 %). L'américain Tesla qui produit des véhicules en Chine n'échappera pas à la surtaxe, mais en version allégée : un taux de 9 % seulement au motif que l'entreprise d'Elon Musk ne se finance pas dans l'Empire du Milieu, où les constructeurs nationaux bénéficient de prêts publics très avantageux.

La Chine cherche à tout prix à exporter sa surproduction automobile pour maintenir un niveau d'activité correct dans ses entreprises. Selon une étude de Goldman Sachs, sa capacité de production de voitures électriques

représentait l'an dernier l'équivalent de 2,1 fois sa demande domestique et 1,2 fois la demande mondiale. Si les Etats-Unis protègent sans complexe, et donc efficacement, leur propre marché, le Vieux Continent est apparu comme le déversoir naturel des nombreux modèles chinois. L'initiative de Bruxelles pour protéger sa vaste industrie automobile, aujourd'hui fragilisée car en pleine transformation, aura valeur de test pour la toute nouvelle commission européenne.

Muriel Motte
@murielmotte

Bourse : et si les grandes manœuvres étaient de retour...

La hausse des taux d'intérêt a pesé sur le marché des fusions-acquisitions. Mais deux opérations viennent d'être annoncées **Page 3**

Nos séries d'été 2024



USA 2024 et Hollywood. Trump, l'antihéros qui a brisé les codes du cinéma et de la TV
Résonances. La III^e République et la loterie de décembre 1875
Histoire des punchlines libérales. Henry Hazlitt et la défense de John Smith
Mots de France. Abaya

Pages 7 et 8

Emmanuel Macron scrute les divisions de la gauche

Depuis Brégançon, le chef de l'Etat observe le NFP se déchirer avant de rencontrer ses représentants vendredi, à l'Elysée **Page 3**

Au sujet de Trump, Harris rompt avec la stratégie de Biden

La candidate n'entend pas poursuivre la rhétorique de la défense de la démocratie américaine **Page 5**

Réhabilitation des élites, faut-il brûler la cravate ?

●●● *Suite de la page 1*

fois le constat fait que le système interne au RN empêchait son rêve. « Sa trajectoire et son rapport au politique pouvaient se symboliser dans sa relation à cet objet, symbole fort au RN », explique aujourd’hui Mathias Théry.

La cravate possède une lourde charge symbolique, d’appartenance au « système », comme d’illustration de la lutte des classes. En 2017, dix-sept députés de La France insoumise entrent à l’Assemblée nationale. Les hommes refusent la cravate. « Il y avait des sans-culottes, il y aura maintenant des sans-cravates », s’amuse Jean-Luc Mélenchon, critiquant « une aristocratie élective qui vit loin des Français ».

Resto à 200 euros. Cinq ans plus tard, les insoumis sont trois fois plus nombreux dans l’hémicycle. Le député LR Eric Ciotti part en croisade contre la tenue débraillée de ses voisins et demande le port obligatoire de la cravate. L’insoumis Louis Boyard s’y oppose au nom du « respect du peuple » et des « prix exorbitants » de telles tenues.

Du Darmanin avant l’heure ? Pas tout à fait car le député du Nord n’a pas attendu l’été 2024 pour s’inquiéter du fossé entre les élites et le peuple. En novembre 2018, il dresse un parallèle entre les salaires mensuels à 950 euros et « les addictions dans les restaurants parisiens autour de

Emmanuel Macron est capable d’une remarque – bienveillante jure un proche – lorsque l’un de ses conseillers n’en arbore pas

200 euros lorsque vous invitez quelqu’un et que vous ne prenez pas de vin ». « Qui peut croire que nous vivons dans la même société ? », conclut-il.

La cravate est un détail du tableau. Le reste « se situe dans les mots, les concepts, la façon de parler, reconnaît un soutien d’Emmanuel Macron. Quand tu es dans ce bocal, tu adoptes des codes, des manières d’être, de parler, de t’habiller qui pour nous sont des évidences mais



SIPA PRESS

Face aux journalistes, **Gérald Darmanin** retire sa cravate en sortant de l’Élysée, le 16 juillet dernier.

qui peuvent constituer une violence symbolique pour beaucoup de gens ».

Gérald Darmanin ne critique pas que la cravate, mais aussi « les voitures avec chauffeur, la façon de se comporter, les mots utilisés ». Lui qui n’apprécie pas Pierre Bourdieu – et son déterminisme social dont le ministre pense qu’on peut s’extraire – fait sur ce coup-là du Bourdieu. C’est *La Distinction*, du titre de son ouvrage emblématique : un système de styles de vie et de goûts qui se correspondent et qui dépendent de notre capital économique et culturel.

Disqualification. Chargée d’une telle force symbolique, la cravate, quand elle n’est pas au cou, est forcément remarquée. Emmanuel Macron est par exemple capable d’une remarque – bienveillante jure un proche – lorsque l’un de ses conseillers n’en arbore pas. Et cette absence revêt toujours un sens politique. Bruno Le Maire la remplace par un pull à col roulé pour convaincre les Français de moins chauffer leur intérieur en plein hiver. François de Rugy se présente à la télé chemise ouverte pour informer les téléspecta-

teurs qu’au Japon, en période de canicule, les responsables politiques et les hauts fonctionnaires sont exemptés de cravate. Ce qui permet, au passage, de moins climatiser les bureaux.

En hiver, on ne met pas de cravate pour avoir plus chaud. En été, on s’en passe pour atteindre l’effet inverse. Quelle ambivalence ! Et ce n’est

« Avant, quand j’étais dans une start-up, j’étais plutôt chemise et jeans. Depuis que je suis maire, j’ai remis la cravate. Vous savez pourquoi ? Par respect vis-à-vis du peuple »

pas fini. Pendant la campagne présidentielle de 2022, l’écologiste Yannick Jadot apparaît au 20 heures de TF1 encravaté. « Je n’ai jamais porté

de cravate, dit-il. Mais j’entends quand, dans mes déplacements, des personnes, y compris des personnes d’un certain âge, qui disent que pour être président de la République, il faut mettre une cravate. J’entends parce que je ne veux pas, au fond, être disqualifié sur un vêtement. »

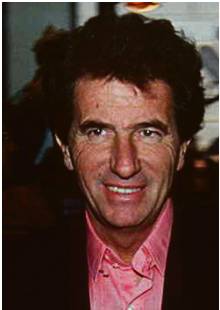
Le peuple introuvable. Dans cet insoluble « pour ou contre la cravate ? », tout est pris à rebours. Le maire PS de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), Karim Bouamrane, évoqué aujourd’hui comme possible Premier ministrable, y tient, comme il l’expliquait en avril à *La Tribune de Genève* : « Avant, quand j’étais dans une start-up, j’étais plutôt chemise et jeans. Depuis que je suis maire, j’ai remis la cravate. Vous savez pourquoi ? Par respect vis-à-vis du peuple. » Dans le même goût, le maire socialiste de Montpellier, Michaël Delafosse, s’est opposé à la décision de Gérald Darmanin : « Le port de la cravate est une marque de respect quand on a l’honneur d’exercer une fonction élective. A mes yeux c’est une exigence. »

Tout cela touche à la délicate question de la représentation politique. Depuis la Révolution française, un élu a une double mission : représenter les idées et le visage des Français. Doit-il pour autant leur ressembler ? Le débat a épuisé la gauche. Au XX^e siècle, le communiste Maurice Thorez, mineur de fond, porte la cravate pour représenter dignement les ouvriers. A la fin du XIX^e siècle, le député Christophe Thivrier, qui se réclame de Jules Guesde, entre à l’Assemblée nationale en blouse de travail et répond aux huis-siers qui veulent la lui faire enlever : « Quand l’abbé Lemire posera sa soutane, quand le général de Gallifet quittera son uniforme, je poserai ma blouse d’ouvrier. »

Gérald Darmanin a utilisé la cravate pour ce qu’elle est – un artifice – et attirer l’attention sur l’une de ses idées fixes – il faut parler au peuple avec ses mots et ses attitudes. Avait-il anticipé l’ampleur du débat ? Un soutien d’Emmanuel Macron exhume *Le Peuple introuvable* de Pierre Rosanvallon. Le peuple est souverain mais il n’est absolument pas unique. Il se compose de plus en plus d’individualités. Comment le représenter ? Un tel casse-tête ne se résoudra pas d’un simple jet de cravate.

@mdeprieck ✕

Jack Lang, François Ruffin, Tom Brake... Ces rebelles en France et ailleurs



SIPA PRESS

JACK LANG, 1985

Il y a deux lieux pour les scandales en France : le festival de Cannes et l’Assemblée nationale. Le 17 avril 1985, l’homme qui provoque une vague de huées au Palais-Bourbon est le trait d’union entre les deux. Le ministre de la Culture

de l’époque, Jack Lang, prend le micro pour répondre à une question sur l’avancée des travaux au musée du Louvre. A la place d’une cravate, il a choisi une veste à col Mao dessinée par le couturier Thierry Mugler. Scandale ! « La cravate ! », hurlent des députés de droite. « Le carnaval est fini ! », proteste un élu RPR. Un autre de l’UDF demande la parole pour un rappel au règlement. Jack Lang a fait voler les conventions en éclats.



SIPA PRESS

ANDREJ HUNKO, 2011

En janvier 2011, le débat sur le port de la cravate au Bundestag surgit dans l’actualité allemande. Les députés Sven-Christian Kindler (Verts) et Andrej Hunko (gauche radicale) refusent d’en porter une alors qu’ils

doivent assumer la fonction de secrétaires de séance. Le responsable des secrétaires, issu de la droite, juge qu’ils ne peuvent siéger si près du Perchoir et les prive de leur fonction. « Je représente mes électeurs et non pas le Bundestag [...] La plupart de mes électeurs ne portent pas de cravate et je ne vois pas pourquoi je devrais me dissocier d’eux », s’est alors justifié Andrej Hunko. Sven-Christian Kindler se moque, lui, des « cravates fleuries » de certains de ses collègues, un plus grand danger pour la démocratie, estime-t-il. Andrej Hunko sera finalement remplacé par une camarade de son groupe, qui portera en signe de solidarité une cravate rouge.



SIPA PRESS

TOM BRAKE, 2017

On ne parle pas d’un combattant pour la liberté des peuples, mais tout de même... Le député centriste britannique Tom Brake a obtenu en 2017 le droit pour les membres de la Chambre des communes de ne pas porter de cravate pendant les

séances parlementaires. L’affaire commence début juillet quand Tom Brake prend la parole col ouvert. Un député conservateur s’en offusque. Le ministre des Transports, John Hayes, menace, lui, de ne plus répondre aux députés. Le président de la Chambre, John Bercow, est contraint de rappeler les règles : la cravate est un usage, pas une obligation. Il ajoutera à l’attention du ministre John Hayes que sa candidature pour intégrer « la police du style » a bien été reçue.



SIPA PRESS

YANIS VAROUFAKIS, 2015

Lors de la crise financière grecque, Yanis Varoufakis ne passait pas inaperçu. Ministre des Finances d’Alexis Tsipras pendant cinq mois en 2015, il affichait un look à la Bruce Willis, crâne rasé, car-rure athlétique, che-

mise ouverte et col de veston relevé. Un vrai repoussoir pour son homologue allemand Wolfgang Schäuble, cloué dans un fauteuil roulant, en costume-cravate. Interrogé pour savoir s’il ne poussait pas un peu loin la provocation lors de ces rencontres, il avait répondu à l’Opinion : « Porter une cravate aurait été provocateur et hypocrite : je n’en ai jamais porté de ma vie ! » Narcisse devenu Icare, il poursuivait : « Ce sont les mafieux de New York qui portent les plus beaux costumes-cravates. Et tous les ministres grecs des Finances qui m’ont précédé et se sont endettés sur les marchés financiers en sachant qu’ils ne pourraient jamais rembourser. »



SIPA PRESS

XAVIER BERTRAND, 2015

Xavier Bertrand est en campagne pour les régionales dans les Hauts-de-France. En position de challenger face à Marine Le Pen, il abandonne la cravate, il enfile un jean et des sneakers. Pour celui dont le directeur de campagne

est un certain Gérald Darmanin, il s’agit de faire « voler en éclat les conservatismes » et de rompre avec son image d’ex-ministre de Nicolas Sarkozy. Il laissera l’accessoire au placard pendant six ans. Mais il fait réapparition en 2021. Car Xavier Bertrand est désormais candidat à l’Élysée. Le détail n’en est plus un. A tel point que son équipe se fendait d’un coup de fil aux journalistes coupables d’illustrer leurs articles avec une photographie de lui non cravaté.



SIPA PRESS

BRUNO LE MAIRE, 2016

La porter ou pas ? En cet automne 2016, Bruno Le Maire se fait des nœuds au cerveau. « Bruno le renouveau » est candidat à la primaire présidentielle des Républicains et le quadragénaire veut y incarner une nouvelle

génération, destinée à pousser à la retraite les Nicolas Sarkozy et autre François Fillon. En bras de chemise, il cultive un style décontracté qui tranche avec son image guindée. Mais peut-on faire « cool » et porter une cravate ? Bruno Le Maire conclut que non. Lors du premier débat de la primaire, il apparaît donc col ouvert au milieu de ses rivaux dûment cravatés. Mal lui en a pris. Sa prestation déçoit et sa tenue est critiquée jusque dans son équipe. Plus question de tomber la cravate. Ministre, il la rangera à nouveau à l’automne 2022, mais pour la bonne cause : s’il enfile un col roulé, c’est pour inciter les Français aux économies d’énergie.



SIPA PRESS

FRANÇOIS RUFFIN, 2017

Le 27 juin 2017, les députés de La France insoumise avaient participé à la première séance de la nouvelle législature sans porter de cravate. Six mois plus tard, François Ruffin ne porte pas de cravate alors qu’il monte à

la tribune pour défendre la taxation des transferts sportifs. Et pour cause, il est vêtu du maillot de foot d’un club amateur. Le député de la Somme est privé d’un quart de son indemnité parlementaire pendant un mois. Il va surtout rouvrir un débat vestimentaire. « Cela illustre la nécessité de préciser davantage les règles qui régissent le comportement dans l’hémicycle », explique alors le président de l’Assemblée nationale, François de Rugy.



DR

LES DÉPUTÉES LFI, 2022

Cinq ans plus tard, une nouvelle législature s’ouvre. Le nombre de députés LFI a quadruplé. Leur décision renouvelée de ne pas porter de cravate cause plus de vagues. Le député LR Eric Ciotti s’étrangle et demande dans un cour-

rier officiel adressé à la présidente de l’Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, de rendre le port de la cravate obligatoire. Pour dénoncer ce qu’elles estiment être une demande sexiste, une quinzaine d’élues LFI entrent dans l’hémicycle cravatées. Le bureau de l’Assemblée refuse d’accéder à la demande d’Eric Ciotti. Aujourd’hui encore, la cravate est absente du règlement du Palais-Bourbon. Il est simplement écrit que la tenue doit rester « neutre et s’apparenter à une tenue de ville » sans être un prétexte à une manifestation politique, religieuse ou commerciale.

M.D., Irène Inchauspé et Christine Ollivier
@iinchauspe ✕
@Chr_Ollivier ✕

La hausse des taux d’intérêt mondiaux depuis 2022 a pesé sur le marché des fusions-acquisitions. Mais deux opérations d’envergure viennent d’être annoncées, coup sur coup

Et si les grandes manœuvres en Bourse étaient de retour ?

Par ici les milliards

Après un premier semestre plutôt morose, **les affaires reprennent dans les mariages d’entreprises**, avec une annonce et un projet à plusieurs dizaines de milliards de dollars par l’américain Mars et le canadien Couche-Tard. Par ailleurs, AMD, le rival de Nvidia, va racheter le fabricant américain de serveurs ZT Systems pour 4,9 milliards de dollars.

Muriel Motte

« UNE REPRISE du marché du M&A simple à prédire, mais compliquée à prévoir », titrait une étude de PwC mi-juillet. De fait, personne n’avait vu venir deux opérations majeures de fusions-acquisitions au cœur de l’été. D’abord le rachat de Kellanova (activités snacking de Kellog’s, chips Pringles) par le géant américain Mars. Puis l’offre du distributeur canadien Couche-Tard sur le japonais Seven & i, notamment propriétaire des magasins de proximité 7-Eleven.

Ces méga-opérations visent à donner naissance à de nouveaux géants. Le groupe familial Mars va déboursier 36 milliards de dollars - un montant quasi inédit dans le secteur agroalimentaire - pour entrer dans l’univers des snacks salés. Un choix qui peut sembler paradoxal à l’heure où l’Ozempic et autres stars de la lutte contre l’obésité (Wegovy...) font un tabac. Mais le directeur général de Mars, Poul Weihrauch, a déjà promis que la moitié du portefeuille du futur poids lourd, qui pèsera plus de 60 milliards de dollars de chiffre d’affaires, sera constituée de produits « sains »...

Disette. Quant à Couche-Tard, candidat malheureux au rachat de Carrefour en 2021, il a fait s’envoler le cours de Seven & i après la divulgation d’une offre de rachat préliminaire envoyée au groupe nippon. Un « comité spécial » examine cette proposition qui, selon le quotidien *Niquer*, devrait s’élever à au moins 34 milliards de dollars. Une telle opération constituerait la plus importante acquisition d’une entreprise japonaise par un étranger, et créerait un nouveau géant mondial de la distribution.

Est-ce le signe avant-coureur d’un réveil en fanfare des rapprochements industriels après la disette ? « En janvier, alors que les taux

d’intérêt semblaient avoir atteint leur sommet et qu’une baisse était attendue, les acteurs du M&A étaient prêts pour une reprise qui mettrait enfin fin à l’une des pires tendances baissières depuis une décennie, constate-t-on chez PwC. Au lieu de cela, les banques centrales ont maintenu des taux élevés plus longtemps que prévu, et bien que certains méga-deals prometteurs aient été annoncés au cours des premières semaines de l’année, l’élan s’est arrêté ».

Au premier semestre, le volume des transactions au niveau mondial a reculé de 14 % par rapport aux six mois précédents. Heureusement, deux secteurs, l’énergie et la tech, ont sauvé l’activité en valeur grâce à des opérations

La croissance externe est souvent nécessaire pour surmonter une croissance organique anémique, répètent à l’envi les professionnels

d’envergure. Notamment l’offre de rachat à 32,5 milliards de dollars de Synopsys sur la société de logiciels Ansys, ou celle de Diamondback sur la société pétrolière et gazière Endeavor Energy Resources pour près de 26 milliards.

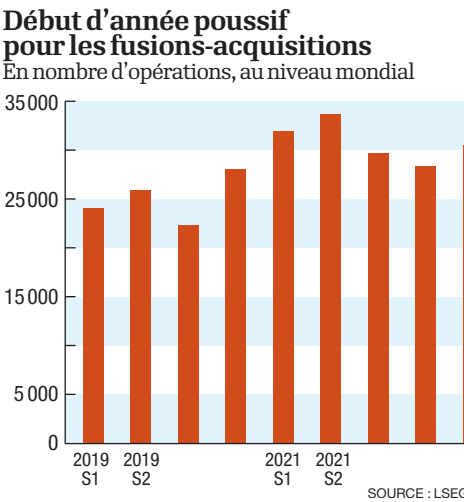
Doutes. Aujourd’hui, des obstacles aux grandes manœuvres se lèvent. La baisse du prix de l’argent est enclenchée dans de nombreux pays. Elle devrait rapidement gagner les Etats-Unis, la Fed est très attendue pour une première réduction de son taux directeur le mois prochain. Les fonds de private equity sont dans les starting-blocks pour céder (enfin !) des participations. En début d’année, bloqués dans leurs transactions par la remontée des taux, ils détenaient près de 28 000 sociétés en portefeuille, représentant 3 200 milliards de dollars d’inventus, rappelaient les experts de Bain Capital. Les entreprises détenues depuis quatre ans ou plus représentaient environ 46 % du total, la proportion la plus élevée depuis 2012. Or il faut que les portefeuilles tournent.

Autre frein en voie d’être desserré : l’incertitude politique. 2024 fut une grande année d’élections à l’échelle de la planète. Toutes ne

lèvent pas immédiatement les doutes, c’est le cas actuellement en France. Certaines restent à venir, aux Etats-Unis notamment. Mais l’horizon des affaires s’éclaircira forcément tôt ou tard. Et les motifs de restructuration ne manquent pas. La croissance externe est souvent nécessaire pour surmonter une croissance organique anémique, répètent à l’envi les professionnels.

D’autant qu’une révolution structurelle est en marche avec le développement de l’intelligence artificielle. « L’IA a la capacité de créer une économie de coûts considérable, de permettre de nouvelles sources de revenus, d’ouvrir de nouveaux canaux aux clients [...], constate PwC. La vague de l’intelligence artificielle arrive, et nous pensons que son déferlement obligera les entreprises à réévaluer leurs stratégies, leurs modèles économiques, leurs marchés et leurs concurrents. Les transactions qui découleront de cette vague pourront prendre la forme de fusions-acquisitions traditionnelles mais également de partenariats, d’alliances et d’autres natures de relations innovantes que nous n’avons jamais vues auparavant ». Il n’y a plus qu’à, même si un dernier obstacle reste à surmonter : le prix. Les marchés boursiers ne sont pas bon marché, et la concurrence se fait plus vive entre fonds de private equity et industriels pour s’offrir de belles cibles.

@murielmotte



Depuis le fort de Brégançon, le chef de l’Etat observe le Nouveau Front populaire se déchirer avant de rencontrer ses représentants

Macron scrute les divisions de la gauche

Décantation

Le président de la République **reçoit les formations politiques à partir de vendredi à l’Elysée** pour tenter de dégager une majorité à l’Assemblée nationale. Avant de nommer un Premier ministre, le chef de l’Etat veut s’assurer qu’il bénéficiera d’un soutien large et stable dans l’hémicycle.

François-Xavier Bourmaud

ÇA VA BIEN FINIR par craquer. Depuis le fort de Brégançon, Emmanuel Macron observe les dissensions se multiplier au sein du Nouveau front populaire (NFP). Menace d’activer la procédure de destitution du président de la République d’abord. Formulée par Jean-Luc Mélenchon dans *La Tribune dimanche*, l’idée est très vite écartée par l’ensemble des alliés de La France insoumise, socialistes en tête. Charge de Raphaël Glucksmann dans *Le Point*, ensuite, comme une réponse à l’initiative des insoumis.

« Il faut rompre avec l’esthétique de la radicalité, qui n’est en fait que du sectarisme et empêche justement toute transformation radicale », plaide le député européen en visant notamment Jean-Luc Mélenchon. De toute façon, Raphaël Glucksmann ne voit pas beaucoup d’avenir au NFP, assurant n’avoir « jamais cru à l’aplanissement magique des divergences extrêmement profondes » entre les socialistes et les insoumis. Props salués avec enthousiasme par les socio-démocrates du PS et avec un peu

d’aigreur par les sympathisants LFI. La ligne de fracture est là, qui n’a pas échappé à Emmanuel Macron. A quelques jours de sa rencontre avec les représentants des groupes politiques à l’Assemblée pour tenter de dénouer l’imbroglio politique né de la dissolution, le président de la République n’en demandait pas tant.

« On commence à voir de plus en plus de voix au sein du PS dire qu’elles en ont assez de LFI », observe-t-on dans l’entourage du chef de l’Etat. Avec l’espoir de voir dérailler l’attelage électoral du NFP. Et enfin réussir à bâtir ce « bloc central, progressiste, démocratique et

Au sein du NFP, personne n’a intérêt à provoquer la rupture. « Tout le monde sait que le premier qui saute du train est mort »

républicain » qu’Emmanuel Macron appelle de ses vœux depuis l’annonce de la dissolution. Mais si la fracture s’est ouverte à droite avec l’alliance entre Eric Ciotti et le Rassemblement national, tout reste à faire à gauche.

Au sein du NFP, personne n’a intérêt à provoquer la rupture. « Tout le monde sait que le premier qui saute du train est mort », confie un cadre du PS. Malgré leurs divergences, c’est unis que les membres du NFP se présenteront vendredi à l’Elysée pour rencontrer le chef de l’Etat. Rassemblés autour de leur candidate

pour Matignon, Lucie Castets. Laquelle a tout de même pris ses distances avec la dernière proposition des insoumis. « Mon sujet n’est pas la destitution, c’est la cohabitation, a tranché la haute fonctionnaire lundi soir sur BFMTV. Cette tribune n’est signée que par les dirigeants de LFI. Elle n’engage que leur mouvement. » Soit les mêmes mots que le patron du PS, Olivier Faure, qui, dès dimanche, avait dénoncé l’initiative de ses alliés.

Calendrier. Ce n’est pas encore la clarification du paysage politique promise par Emmanuel Macron, mais la décantation se poursuit. A son rythme. Quitte à prendre le temps. « Il est normal que cela dure un peu, plaide-t-on dans l’entourage du Président. La coalition n’est pas dans notre culture politique. » La pression monte pourtant.

Accusé par ses opposants de chercher à gagner du temps, Emmanuel Macron scrute le calendrier. Après la trêve politique des Jeux olympiques, voilà qu’arrivent les Jeux paralympiques. Et, avec eux, l’espoir d’un nouvel engouement du pays derrière ses athlètes, d’une nouvelle parenthèse enchantée. Autant de temps pour étirer la formation d’un gouvernement. A condition d’avoir réussi à nommer un Premier ministre au préalable. Le chef de l’Etat s’était donné jusqu’à la mi-août pour y parvenir. Il espère désormais en avoir un la semaine prochaine, entre la fin de ses consultations lundi et l’ouverture des Jeux paralympiques le mercredi 28 août.

@fxbourmaud

Identités

Peut-on imaginer Alain Delon heureux ?

La chronique de Hakim El Karoui



La mort d’Alain Delon va clore l’épisode ouvert avec les Jeux olympiques : la France se glorifiait de son présent, elle était fière de sa réussite, elle replonge avec le décès du dernier acteur français connu partout dans le monde dans la fièvre des commémorations. Alors que la vie politique est suspendue à un improbable consensus qui permettrait à Emmanuel Macron de poursuivre le chemin qu’il compte suivre, que nous dit Delon ? Je crois en effet qu’il parle à notre époque, qui adore la mise en scène du moi heureux.

D’abord le refus du conformisme. Peut-être parce qu’il était issu d’un milieu populaire et qu’il avait un port d’aristocrate, qu’il était de droite et détestait le consensus, Delon aimait choquer, aller à contre-courant des idées dominantes et jouer différemment. Il n’aimait pas le milieu du cinéma, qui le lui rendait bien. Il avait été très déçu par exemple par le relatif désintérêt de ce monde pour *M. Klein*, film qu’il avait produit et par lequel il s’était engagé dans une certaine vision de la France, sans se donner le beau rôle. Et aimait provoquer en affichant son amitié pour Jean-Marie Le Pen et sa proximité avec le Milieu, loin, très loin du milieu du septième art.

Ensuite, il n’a jamais vraiment séparé son œuvre d’acteur et sa vie personnelle : ses rencontres amoureuses (souvent des actrices !), ses rôles qu’il voulait ambigus, sa mise en scène de lui-même quand il parlait de lui à la troisième personne comme s’il était un personnage qui jouait sa propre vie, tout était très signifiant. Et induisait de la distance entre lui et son public, lui et son personnage. Et probablement entre lui et lui-même.

Mentor. Pour ce faire, il avait très tôt su s’entourer, pour sa carrière cinématographique, des meilleurs, et notamment de Luchino Visconti, qui fut longtemps son mentor. On a oublié d’ailleurs qu’il avait fait une double carrière, française et italienne, à ses débuts : *Le Guépard*, *Rocco et ses frères* sont des films italiens. Pas français. A l’heure de l’intégration européenne, aucun acteur français ou européen ne mène aujourd’hui une grande carrière dans plusieurs pays.

« L’acteur n’incarne jamais des personnages positifs, libres de toute tâche, dans une forme d’être-au-monde libéré des contingences sociales et personnelles »

Quand il dit « tout ce que j’ai fait au cinéma, je l’ai vécu », on le perçoit, y compris sa volonté de trouver en Italie par le cinéma une stabilité impossible en France.

Enfin, et c’est le plus frappant quand on songe à sa carrière et ses interventions publiques : il parlait beaucoup de lui mais n’avait jamais l’air heureux. Lors d’une interview donnée à Bernard Pivot, il répondait qu’il demanderait à Dieu, quand il le verrait, de réunir son père et sa mère qu’il n’avait jamais connus ensemble. Les rôles qu’il choisissait disaient toujours un manque, un double, une fêlure : *Plein Soleil*, *La Piscine*, *Le Samourai*, *Le Guépard*... Delon n’incarne jamais des personnages positifs, libres de toute tâche, heureux dans une forme d’être-au-monde libéré des contingences sociales et personnelles.

Sa beauté, son magnétisme, son aura internationale (au Japon par exemple), ne lui ont jamais apporté la quiétude qu’il demandait. Alain Delon était intranquille, incapable de demeurer là où il aurait dû être. Alors, à l’heure de lui rendre hommage, essayons, comme Camus hier avec Sisyphe, d’imaginer Alain Delon heureux.

@helkaroui

« Le grotesque et le tragique vont souvent de pair, notre vie politique en est aussi l'expression », analyse Filippo Ceccarelli

« En Italie, mélodrame et comédie teintent le pouvoir »

Représentations

Filippo Ceccarelli, journaliste et écrivain, s'est consacré ces dernières années à **étudier les caractéristiques du pouvoir italien**, publiant deux ouvrages décryptant en profondeur ses dynamiques : *Invano Il potere in Italia da De Gasperi a questi qua* et *B. Una vita troppo*, une biographie de Silvio Berlusconi. A travers anecdotes, récits et témoignages, il y retrace soixante-dix ans d'histoire italienne en quelque 1500 pages.

Interview Francesco Maselli (à Rome)

Quelles sont les caractéristiques du pouvoir italien ?

Elles sont influencées par celles de notre peuple : nous avons une expressivité particulière et sommes enclins à interpréter la réalité, non comme telle, mais comme une représentation. Il y a donc, d'un côté, la comédie, car rien en Italie ne reste sérieux plus d'un jour et demi, et, de l'autre, le mélodrame, cette tendance à l'exagération dans l'expression des sentiments. Tout cela ramène à une logique de séduction du public, attiré par le rire, les larmes, les complots, les intrigues, la victimisation.

A certains moments de l'histoire, comme sous le fascisme, le pouvoir transalpin a pourtant eu un visage agressif et violent.

Il existe un lien très italien entre bouffonnerie et tragique. Le fascisme a été une dictature terrible, mais il avait aussi une dimension ridicule dans son iconographie : des enfants déguisés en soldats, des hiérarques sautant dans des cerceaux de feu, les grimaces de Mussolini au balcon de la place de Venise à Rome, le salut romain, la mise en scène impériale. Tout cela s'est terminé par des villes entières détruites, des milliers de personnes jetées dans des camps de concentration en Allemagne et des jeunes soldats envoyés à la mort dans les sables du désert ou sur les sols gelés de Russie pour la gloire du régime. Le grotesque et le tragique vont souvent de pair, notre pouvoir en est aussi l'expression.

Si le ridicule, le tragique et la légèreté sont des traits dominants de l'histoire italienne, comment expliquez-vous la parenthèse de la Première République, qui incarnait la grisaille et le sérieux ?

Nous parlons là des Trente Glorieuses, une période profondément marquée par les événements antérieurs : la période fasciste et la guerre. Les hommes politiques de cette géné-

« C'est l'époque des réseaux sociaux. Tout y est incroyablement accéléré, instantané. Giorgia Meloni est certainement un produit de cette évolution »

ration connaissaient bien les risques de la tendance nationale à la théâtralité. La dictature s'est achevée avec l'image de Mussolini pendu tête en bas après une guerre civile et une occupation étrangère. Ceux qui sont venus après étaient très attentifs aux mécanismes de la démocratie représentative, au sens et aux implications politiques des mots. Cela créait des débats au sein des partis, on pouvait ainsi discuter pendant des mois dans les sections du Parti communiste ou de la démocratie chrétienne d'une expression qui indiquait un projet politique.

Dans vos livres, vous écrivez qu'une clé pour comprendre l'évolution du pouvoir est le rapport à la mort. Comment influence-t-il les dirigeants du pays ?

Les trois cultures politiques marquantes du XX^e siècle étaient très empreintes de religiosité. Elles se projetaient, au nom de l'utopie, dans l'au-delà. Les démocrates chrétiens, catholiques, avaient le paradis. Dieu leur donnait le pouvoir et ils devaient lui rendre des comptes. Pour eux, la vraie vie était dans l'après ! Les post-fascistes avaient la patrie, une idée pour laquelle on pouvait mourir : ceux qui étaient tombés pour elle étaient garants de l'action de leurs camarades encore vivants qui se battaient contre le communisme. Il y avait donc la mystique d'un autre monde comme pour les catholiques. Enfin, les marxistes, les matérialistes historiques, s'inscrivaient aussi



SIPA PRESS

De gauche à droite : **Alcide De Gasperi**, **Bettino Craxi** et **Silvio Berlusconi**.

dans une vision similaire. Ils n'étaient ni religieux, ni patriotes - ils étaient internationalistes et athées -, mais se projetaient tout de même dans l'avenir : le socialisme allait arriver comme l'aube pointe après la nuit. C'était une certitude, même si on savait se battre pour un changement lointain, avec la possibilité de mourir avant sa réalisation. Mais, là aussi, il y avait une dimension ultramondaine.

Cela n'a pourtant représenté qu'une parenthèse.

Les fissures sont déjà visibles dans les années 1980, lorsque le Parti socialiste de Bettino Craxi arrive à la tête d'un gouvernement de coalition avec la démocratie chrétienne et impose un autre langage, un autre rapport au pays. Le président du Conseil prend ses distances avec ces trois cultures politiques. En 1976, lorsqu'il est élu secrétaire, il répète dans son discours une formule, en latin : « Primum vivere ». D'abord il faut vivre, ce qui vient après ne compte pas. Le sentiment d'inévitabilité de la mort prend le dessus, l'époque du présent absolu commence, le passé ne nous intéresse pas, l'avenir n'a pas d'importance non plus. Une fois abandonnée cette dimension religieuse, la politique italienne se comprend mieux à travers le prisme de l'anthropologie : Silvio Berlusconi est un phénomène anthropologique plus que politique, il est l'exemplification du présentisme, de la peur du futur et de la mort, avec ses artifices pour masquer son vieillissement et son attachement farouche aux plaisirs de la vie.

Silvio Berlusconi est le grand protagoniste des dernières trente années de la vie politique italienne. Pourquoi est-il plus adapté de s'en remettre à l'anthropologie qu'à la politique ou à l'histoire pour analyser sa vie ?

Définir le corpus idéologique du berlusconisme est presque impossible. La politique de Berlusconi, c'était Berlusconi, et les Italiens l'ont d'abord soutenu pour sa personnalité. Il a incarné une partie du caractère national, en s'inscrivant totalement dans la tradition de la comédie et du mélodrame. C'est un masque, un personnage de Fellini. Il incarne le changement d'époque, qui se définit par le changement de média. La Première République (1948-1992) était celle de l'écrit, la Seconde, la République berlusconienne (1994-2013), était télévisuelle, dominée par l'image. Un changement que le Cavaliere a contribué à installer, avec Mediaset et l'introduction de la télévision commerciale. Il a défini une époque. Pendant trente ans, il a été le maître de la politique italienne, élu trois fois, tombé trois fois. Mon livre s'intitule *B.* parce qu'une lettre suffit à l'identifier, comme Napoléon ou Mussolini. Il y a trente ans, il était déjà Berlusconi, et maintenant qu'il est mort depuis plus d'un an, c'est comme s'il ne l'était pas. La preuve, il était candidat aux élections européennes !

Quelles sont les caractéristiques du pouvoir d'aujourd'hui ? Comment analysez-vous le phénomène Meloni ?

C'est l'époque des réseaux sociaux. Tout y est incroyablement accéléré, instantané. Giorgia Meloni est certainement un produit de cette évolution. Pour l'instant, je ne vois pas d'énormes différences avec les leaders qui l'ont précédée, Matteo Renzi, Matteo Salvini, le Mouvement 5 étoiles. C'est une génération de dirigeants politiques qui ont une tendance à s'autodétruire. Il est encore trop tôt pour dire que ce n'est pas son cas.

@FrMaselli

L'air du large

Et s'il n'y avait plus d'après-guerres ?

La chronique de Frédéric Charillon



Les projets de paix, les discours sur l'« après », sur la reconstruction et son financement, sur les adhésions de tel pays à une alliance pour le jour où les armes se tairont, paraissent aujourd'hui bien prématurés. On chiffre déjà le coût de la reconstruction de l'Ukraine, on imagine qui pourrait administrer Gaza, on espère un nouveau Soudan, on exige un nouveau Liban... Autant les efforts diplomatiques pour faire cesser les affrontements, ou les prévenir (comme à Taïwan et en Mer de Chine du Sud), sont essentiels, autant les formulations d'une perspective d'avenir sont hâtives tant que nous ne savons pas à quoi ressemblerait une sortie de conflit.

Surtout, il nous faut désormais penser la possibilité d'une absence de paix, au sens où on l'entendait jadis : l'époque des guerres commencées avec une déclaration de guerre, suivies de paix entérinées par un traité de paix, est loin. Le monde actuel est fait d'« opérations spéciales », de « luttes antiterroristes » aux objectifs inatteignables, de tensions intercommunautaires auto-entretenuées, de négociations qui n'aboutissent jamais, de cessez-le-feu bafoués. Il faut donc envisager avec réalisme d'avoir à gérer sur le long terme des conflits sans solution définitive.

L'histoire contemporaine nous a laissé plusieurs conflits dits « gelés », c'est-à-dire qui n'ont toujours pas de solution politique, mais où on ne s'affronte plus militairement. Désormais, le congélateur peine à fonctionner : l'absence prolongée de solution pourrait devenir beaucoup plus coûteuse, car les fronts pourraient rester plus actifs. D'autant que les ennemis de la paix son nombreux, et de plus en plus difficiles à domestiquer.

DES CONFLITS GELÉS AUX IMPASSES DE HAUTE INTENSITÉ ?

Sahara occidental, péninsule coréenne, Cachemire, Chypre, Transnistrie, Abkhazie et Ossétie du sud... Les conflits qualifiés de gelés demeurent multiples. L'affrontement a tourné soit à un statu quo durable difficile à remettre en cause, soit à un face-à-face redouté, parsemé d'incidents mais pour l'heure sous contrôle (Cachemire, face à face entre les deux Corées).

On continue, dans les capitales concernées, à vivre normalement. Nicosie, Ankara et athènes sont préoccupées mais pas trau-

« La notion de “conflit confortable” a même été utilisée. Pourtant, dans des situations que l'on aurait pu croire “confortables”, le temps s'est accéléré pour laisser place à des troubles autrement plus disruptifs »

matisées par l'enlissement, depuis trente ans, des négociations sur Chypre. Des voix s'y élèvent désormais pour dire qu'une rupture de l'immobilisme serait complexe : différences de revenus entre les deux parties de l'île, perspective de devoir partager la décision avec l'autre communauté... La notion de « conflit confortable » a même été utilisée par des universitaires chypriotes.

Pourtant, dans d'autres situations que l'on aurait pu croire « confortables » elles aussi, le temps s'est accéléré pour laisser place à des troubles autrement plus disruptifs. L'offensive azérie encouragée par la Turquie au Karabakh, depuis 2020, a fait voler

l'équilibre régional en éclats. L'attaque du 7 octobre en Israël et la riposte engendrée ont bouleversé un calme apparent, où les accords d'Abraham semblaient avoir fait disparaître la question palestinienne des agendas arabes.

« Une région plus apaisée qu'elle ne l'avait jamais été en vingt ans », disait le Conseiller américain à la sécurité nationale, Jack Sullivan. C'était... le 29 septembre 2023. En 2024, nous savons que l'absence de solution à un conflit a un prix : une impasse politique ouvrant la voie à des affrontements qui peuvent atteindre une haute intensité, et ne s'éteignent pas.

FRONTS CONTINUS

Les deux foyers de conflits qui occupent largement les chancelleries, l'Ukraine et Gaza, pourraient ne pas avoir d'issue avant longtemps, leur bilan économique et humain est déjà bien plus lourd que les « conflits gelés » de jadis, et rien ne laisse entrevoir une sortie de l'impasse. Aucun des acteurs en présence ne veut céder, ou ne le peut sans mettre une crédibilité ou un régime en danger.

Derrière eux, des alliés qui refusent de voir leur adversaire triompher : Pékin ne souhaite pas que la Russie déstabilise l'économie internationale par des guerres qui ne s'impo-

« Ni le Kremlin ni les séparatistes du Donbass ne veulent en finir pour l'instant. A Gaza, une alliance objective existe entre le gouvernement Netanyahu et le Hamas pour refuser toute paix, qui nuirait à leurs stratégies clientélistes »

saient pas, mais un triomphe de l'Ukraine armée par Washington serait un problème pour elle. Washington est exaspéré par l'attitude du gouvernement Netanyahu, mais un effondrement de l'Etat hébreu sous les coups des alliés de Téhéran serait désastreux pour le système d'alliances américain. De même qu'à Téhéran, il n'est pas question d'accepter un triomphe militaire ou diplomatique israélien et occidental.

ENNEMIS DE LA PAIX

Taïwan, elle, n'est pas en guerre. Mais l'hypothèse d'un bras de fer prolongé, aux répercussions internationales immenses, est dans toutes les têtes. Cela ne prendrait pas forcément la forme d'une guerre totale après une invasion par mer, mais peut-être, comme l'a suggéré une étude du CSIS à Washington, d'une mise en quarantaine de l'île, dans un conflit « de zone grise », entre chien et loup. Par exemple, le contrôle strict et permanent d'une zone maritime ou aérienne par des garde-côtes chinois, obligeant les compagnies de transport à bloquer certaines marchandises autour de l'île ou de certains de ses ports seulement. Nous assisterions alors à une situation de fait accompli, sans guerre, mais très perturbatrice et que rien ne viendrait débloquer.

L'autre raison qui plaide pour des conflits longs plutôt qu'en faveur de paix prochaines, est que les acteurs hostiles à la paix ont gagné en influence, face à un système international introuvable. Ni le Kremlin ni les séparatistes du Donbass ne veulent en finir pour l'instant. A Gaza, une alliance objective existe entre le gouvernement Netanyahu et le Hamas pour refuser toute paix, qui nuirait à leurs stratégies clientélistes. On peut discuter longtemps d'une administration de la bande de Gaza par l'Autorité palestinienne, avec l'aide d'autres forces arabes ou le retour de leaders palestiniens en exil (comme Marwan Barghouti, détenu en Israël ?)

La réalité est que le Hamas s'y opposerait sur le terrain, que Gaza, dont l'Etat hébreu ne contrôle que deux corridors, peut sombrer dans un scénario haïtien où des groupes combattants feraient régner la terreur, que les Etats arabes refuseront de s'y engager, et que Téhéran comme l'administration israélienne jouent la carte de la confrontation.

Ailleurs, ce sont les seigneurs de guerre (Soudan, Corne de l'Afrique), les économies de guerre ou les voisins (le Rwanda et d'autres en RDC), qui s'opposent à la paix. Préparons-nous à des guerres d'usure, plutôt qu'à d'improbables happy ends.

@charillon

Retrouvez toutes nos chroniques sur l'opinion.fr

En choisissant de se rendre à Pékin pour son premier voyage à l'étranger, To Lam, le nouveau président vietnamien, joue la carte de la stabilité en matière de politique extérieure

Le pragmatisme au cœur des relations entre la Chine et le Vietnam

En équilibre

Xi Jinping et feu Nguyen Phu Trong ont tous deux pris la tête de leur Parti communiste respectif à la même époque. **Ils se sont attachés à consolider le pouvoir du parti en tant que seule formation au pouvoir et à mettre l'accent sur une version du marxisme-léninisme adaptée aux circonstances et à la voie de développement de leurs pays.** Leur relation personnelle a permis de gérer efficacement les liens entre les deux voisins.

Claude Leblanc

POUR SA PREMIÈRE VISITE officielle à l'étranger, le nouveau président vietnamien To Lam s'est rendu, lundi, en Chine où il s'est entretenu avec son homologue chinois Xi Jinping. Les deux hommes se sont engagés à approfondir les relations bilatérales, signe que les liens économiques et politiques resteront solides alors que le Vietnam continue à rechercher des relations équilibrées avec les grandes puissances. « Cette visite reflète pleinement la grande importance que vous accordez aux relations entre les deux partis et les deux pays, ainsi que le niveau élevé et la nature stratégique des relations entre la Chine et le Vietnam », a d'ailleurs déclaré le président chinois. Moins de trois semaines après son accession à la tête du Parti communiste vietnamien et du pays, succédant ainsi à Nguyen Phu Trong, décédé le 19 juillet, To Lam a voulu montrer que « le parti et l'Etat vietnamiens ont

La réaffirmation des liens entre les deux voisins contraste avec les tensions qui ont à nouveau éclaté entre la Chine et les Philippines

toujours attaché une grande importance aux relations avec la Chine, qu'ils considèrent comme un choix stratégique et une priorité absolue de la politique étrangère du Vietnam », a-t-il répondu à son hôte.

Le gouvernement vietnamien a déclaré que les deux dirigeants avaient convenu de renforcer les liens en matière de défense et de sécurité, ainsi que les liaisons ferroviaires et autoroutières entre les deux pays. Alors que Hanoï a toujours été méfiant à l'égard de son grand voisin, sa « diplomatie du bambou », qui consiste à se montrer ferme mais flexible dans ses relations avec les grandes puissances, de la Chine aux Etats-Unis, en passant par la Russie et l'Inde, est appelée à se poursuivre, estiment les analystes.

Xi Jinping a appelé son homologue à se concentrer sur le développement « d'une confiance mutuelle politique plus élevée, d'une coopération plus solide en matière de sécurité, d'une coopération pratique plus approfondie, d'un fondement plus solide de l'opinion publique... et d'une meilleure gestion et d'une meilleure résolution des différends ». La réaffirmation des liens entre les deux voisins contraste avec les tensions qui ont éclaté, lundi, entre la Chine et les Philippines en mer de Chine méridionale. Des navires des garde-côtes chinois et philippins sont entrés en collision près du haut-fond de Sabina, dans les îles Spratleys, chacun rejetant la responsabilité de l'incident sur l'autre.

Routes de la soie. Entre la Chine et le Vietnam, les revendications concurrentes en mer de Chine méridionale, n'ont pas été non plus résolues. En juillet, Hanoï a présenté unilatéralement aux Nations unies une demande d'extension de son plateau continental, une démarche à laquelle la Chine s'est opposée. Toutefois, les relations solides entre les partis et les liens personnels entre les dirigeants ont permis d'éviter une dégradation trop forte des relations, parvenant même à stabiliser les liens bilatéraux après le bras de fer au sujet de la présence d'une plate-forme pétrolière chinoise dans les eaux contestées par les deux parties. Sans pour autant renoncer à leurs revendications respectives, les deux voisins jouent la carte des échanges pour stabiliser au mieux leurs relations. Lors de sa rencontre avec To Lam, Xi Jinping a renouvelé les promesses de Pékin d'« accélérer la promotion des infrastructures ferroviaires, autoroutières et portuaires » et d'« explorer activement » l'expansion d'autres projets financés par la Chine dans le cadre des nouvelles routes de la soie. Ils ont signé une déclaration commune et plus d'une dou-

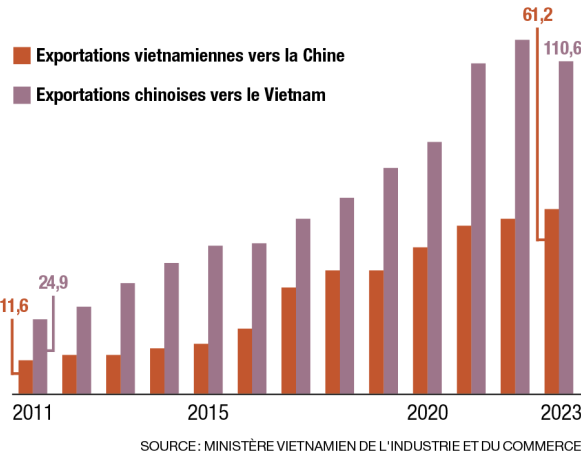
zaine de documents de coopération couvrant les chemins de fer transfrontaliers et des domaines allant de la santé, de l'industrie, de la finance, des douanes aux écoles du parti, aux agences de presse et aux médias. La Chine est le premier partenaire commercial du Vietnam depuis vingt ans. Les échanges bilatéraux ont atteint 112,2 milliards de dollars au cours des sept premiers mois de 2024, soit une augmentation de 25% par rapport à l'année précédente. Depuis 2019, dans le contexte de détérioration des relations entre la Chine et les Etats-Unis, les investisseurs chinois recherchent de plus en plus d'opportunités au Vietnam. Leurs investissements sont passés de 2,9 milliards de dollars en 2021 à 4,5 milliards de dollars en 2023. Ils représentent désormais 19,4% du total des investissements directs étrangers sur le territoire vietnamien, derrière la Corée du Sud (28,8%) et le Japon (23%).

Hanoï n'entend pas pour autant mettre tous ses œufs dans le même panier. To Lam devrait assister à l'Assemblée générale des Nations unies à New York en septembre et pourrait rencontrer le président américain Joe Biden à cette occasion, un an après la visite de ce dernier au Vietnam. Les responsables vietnamiens sont conscients de l'importance stratégique de leur pays en Asie du Sud-Est, zone qui attire aujourd'hui les capitaux des pays désireux de sortir de leur dépendance à l'égard de la Chine.

@Japonline

Des échanges en plein essor

Evolution du commerce entre la Chine et le Vietnam (en milliards de dollars)



La candidate n'entend pas poursuivre la rhétorique de la défense de la démocratie américaine pour battre le milliardaire

Au sujet de Donald Trump, Kamala Harris rompt avec la stratégie de Joe Biden

USA 2024

La Convention démocrate continue à Chicago, où **politiques, célébrités et représentants de la société civile se réunissent jusqu'à jeudi pour investir officiellement Kamala Harris** comme candidate du parti face à Donald Trump.

Lola Ovarlez

A CHICAGO LUNDI SOIR, premier jour de la Convention démocrate, Joe Biden a délivré un discours d'adieu émouvant et sans gaffes, durant lequel il a défendu son bilan et fustigé Donald Trump pendant plus de trente minutes. Les démocrates l'ont applaudi comme leur héros, scandant « Merci Joe » en chœur.

Ce discours marque la fin de sa carrière politique, et de son combat pour protéger la démocratie américaine de son prédécesseur. Tel était son principal thème de campagne. « La question de savoir si la démocratie est toujours la cause sacrée de l'Amérique est la question la plus urgente de notre époque. C'est l'enjeu de l'élection de 2024 », déclarait-il pour le troisième anniversaire de l'assaut du Capitole. Cette fois, dans l'Illinois, il a passé le flambeau et confié sa lourde mission à Kamala Harris : « Nous avons sauvé la démocratie en 2020, nous devons la sauver à nouveau en 2024. »

Mais la vice-présidente, tentant de se démarquer de son chef, n'a pas montré une volonté de reprendre ce combat. Elle veut vaincre Donald

Trump, bien sûr, mais à sa façon. Si bien qu'avec son colistier Tim Walz, elle ne qualifie même plus son rival républicain de danger pour la démocratie. Au début de leur nouvelle campagne, tous les deux ont préféré utiliser les termes « criminel » et « étrange » pour le dépeindre plutôt comme un personnage infrequentable. Plus de 40% des électeurs des Etats pivots associent désormais le mot « étrange » à Donald Trump, selon un sondage Ipsos de début août.

Futur. « Kamala Harris peut aider à porter le message anti-Trump [de Joe Biden et des démocrates], mais elle n'a pas besoin de parler de Trump tout le temps. Elle a ses propres messages avec lesquels elle est bien plus habile, et elle bénéficie de cet enthousiasme derrière elle et son colistier », observe Charlie Hunt, politologue à l'université de Boise. Alors que Joe Biden n'a cessé de parler du 6 janvier 2021, de la Covid

Désormais, le principal angle d'attaque du candidat républicain est d'accuser son adversaire d'être « une communiste »

et du mandat du républicain - autrement dit, du passé -, la vice-présidente se concentre sur le futur. En témoignent le slogan « Une nouvelle voie pour l'avenir » inscrit sur l'un de ses bus de

campagne ou le thème « Pour notre futur » du dernier jour de la Convention, où elle prononcera son discours d'investiture.

Ce changement de stratégie est d'autant plus nécessaire que, contrairement à Joe Biden et Donald Trump, les Américains ne connaissent pas vraiment Kamala Harris. Ainsi, le cabinet démocrate Blueprint a-t-il révélé, dans une analyse le 8 août, que la vice-présidente a le potentiel de toucher plus d'Américains si elle se concentre sur des messages de campagne positifs, en mettant également en avant sa vie et son bilan en tant que procureure. Au sujet de l'immigration, par exemple, ils sont plus sensibles au récit de son enfance en tant que fille d'immigrés et à sa vision pour le futur, qu'à ses efforts pour dénoncer les mensonges du camp adversaire. « Les électeurs sont moins convaincus par les messages anti-Trump et anti-Républicain », tranche le cabinet.

De son côté, Donald Trump affine sa stratégie pour contrecarrer la montée de Kamala Harris dans les sondages. Désormais, son principal angle d'attaque est de l'accuser d'être « une communiste », bien plus extrême que Joe Biden. Si la cote de popularité de la vice-présidente augmente, certains électeurs ont néanmoins tendance à croire le milliardaire. 43% des électeurs des Etats pivots du Sud (Arizona, Nevada, Géorgie et Caroline du Nord) estiment en effet qu'elle est trop progressiste, selon le dernier sondage du *New York Times*. Il lui reste trois mois pour leur montrer, ou pas, qu'ils ont tort.

@lolaovarlez

Infolio

Un été en poches: Constant, libre et vigilant

La chronique de Bernard Quiriny



La fin du mois d'août approche, et avec elle la rentrée littéraire, qui démarre cette semaine. Mais restons à l'heure de l'été avec un ultime livre de poche à glisser dans notre sac de vacances : *De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes* de Benjamin Constant, un opuscule de 1819 réédité récemment par les éditions Sillage. Constant, me direz-vous, ne serait-ce pas plutôt un sujet pour notre série d'été sur l'histoire des punchlines libérales, dont un épisode lui a justement été consacré ? Certes. Mais c'est comme écrivain que je vous propose de l'aborder aujourd'hui, plus que comme figure intellectuelle ou politique.

Car Constant, c'est d'abord un styliste, doué d'un sens de la formule qu'il a mis au service de ses idées aussi bien que de textes proprement littéraires tels que *Le Cahier rouge* et surtout *Adolphe*, son récit le plus connu, étudié par des générations de lycéens et remis en lumière par *Le Prénom*, la pièce de Delaporte et la Patellière. Il est, avec Tocqueville, l'un des deux hérauts du Panthéon libéral hexagonal qu'on peut lire pour sa langue autant que pour ses idées - et l'un des deux à avoir son tome dans la collection de la Pléiade. Souvent rapproché de celui des classiques, son style clair et logique est célèbre aussi pour la richesse de ses images, des images qui, écrit Gracq, « communiquent un peu à la prose ce que la moire donne à une étoffe, le sentiment le plus économique du mouvement »

Procès. Sur le fond, relire *De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes* donne l'occasion de défendre Constant contre un procès qui lui a été souvent intenté, celui de professer l'indifférence à la participation civique, le mépris de la démocratie, et de n'avoir d'yeux que pour les libertés personnelles et la contention de l'Etat. Qu'il soit attaché d'abord à la liberté individuelle, c'est une évidence, mais il faut le lire jusqu'au bout : Constant avertit aussi contre l'indifférence politique,

« L'ouvrage est un appel au civisme et à la vigilance du citoyen contre l'Etat, via l'information, le contrôle des pouvoirs publics et le vote »

le repli sur la sphère privée, l'abstention. Si nos libertés nous sont chères, nous devons les entourer de garanties ; or, « où trouverions-nous ces garanties, si nous renoncions à la liberté politique ? Y renoncer, ce serait une démente semblable à celle d'un homme qui, sous prétexte qu'il n'habite qu'un premier étage, prétendrait bâtir sur le sable un édifice sans fondements. »

Loin d'être un pamphlet contre la démocratie ou un éloge de l'oligarchie, l'ouvrage est un appel au civisme et à la vigilance du citoyen contre l'Etat, via l'information, le contrôle des pouvoirs publics et le vote. Rien n'est donc plus faux que d'imputer à Constant l'idéal d'un individu dépolitisé, entièrement replié sur sa sphère privée et ses jouissances matérielles. La vie civique, précise-t-il, quand les citoyens sont assez éduqués pour l'assumer convenablement, « agrandit leur esprit, anoblit leurs pensées, établit entre eux tous une sorte d'égalité intellectuelle qui fait la gloire et la puissance d'un peuple ». Deux siècles après, il n'est pas trop tard pour l'entendre.



De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes, de Benjamin Constant (Sillage, 56 p., 6 euros).

Pour compenser ses lourdes pertes en Ukraine, Moscou traque les déserteurs

À L'AUTOMNE dernier, Anatoly Shchetinin a appris qu'il allait bientôt être envoyé en Ukraine. L'idée n'a pas franchement séduit ce conscrit, qui a trouvé un plan B : s'enfuir de sa garnison stationnée dans le sud de la Russie pour se réfugier en Arménie. Sauf que les autorités n'ont pas abandonné son dossier. Elles ont menacé sa famille et appelé sa sœur Anna pour l'interroger. « On le trouvera, quoi qu'il arrive », lui ont-elles dit. Et elles ont tenu parole. Preuve, qu'en mal d'hommes, Moscou ne recule devant rien, le jeune homme de 26 ans, arrêté par des militaires russes en Arménie, est de retour au pays et attend de savoir s'il ira devant la justice ou au front.

L'immense armée professionnelle du pays a été décimée par deux ans et demi d'une guerre basée sur une stratégie d'attrition. Les soldats sont envoyés sur des opérations à hauts risques sans que leur survie ne semble entrer en ligne de compte. Les avancées se comptent pourtant plus en centaines de mètres qu'en kilomètres. L'incapacité de Moscou à repousser les forces ukrainiennes qui occupent une partie de son territoire depuis quinze jours a mis en lumière son manque criant de soldats. D'après les autorités américaines, la Russie a besoin d'au moins 20 000 soldats bien entraînés pour reprendre les 1200 km² occupés par les troupes de Kiev, ce qu'elle n'a pas pour l'instant réussi à faire, même en rapatriant une partie des soldats stationnés en Ukraine.

La guerre a été meurtrière dans les deux camps. Au moins un demi-million de Russes ont été tués ou blessés, selon un responsable occidental, qui n'a pas souhaité donner de chiffres pour l'Ukraine. Malgré un abaissement de l'âge de la mobilisation et une augmentation de la solde, Kiev peine elle aussi à trouver assez d'hommes pour repousser l'ennemi. Devant l'hécatombe, la Russie n'a pas lésiné sur les moyens : elle a vidé les prisons en promettant une libération anticipée à ceux qui allaient se battre et suspendu les procès aux assises de ceux qui acceptaient de prendre les armes. Elle a aussi sorti le carnet de chèques, triplant la prime de recrutement dans certaines régions et offrant aux familles des soldats logements subventionnés et places dans les meilleures écoles. Et, pour les étrangers qui rejoignent son armée, elle a accéléré la procédure de naturalisation.

Avec une population trois fois supérieure à celle de l'Ukraine, ces mesures ont permis à Moscou de conserver une armée d'environ un demi-million d'hommes, en Ukraine

La Russie n'a pas lésiné sur les moyens pour enrôler, mais elle ne manie pas seulement la carotte : elle pourchasse aussi ceux qui essaient d'échapper à la circonscription ou qui ne veulent pas se battre, y compris au-delà de ses frontières

ou dans les environs, selon des estimations ukrainiennes. Pour les renseignements britanniques et ukrainiens, Moscou enrôle en ce moment au moins 25 000 hommes par mois, surtout des novices.

Mais la Russie ne manie pas seulement la carotte : elle pourchasse aussi ceux qui essaient d'échapper à la circonscription ou qui ne veulent pas se battre, y compris au-delà de ses frontières. Et quand elle met la main sur des déserteurs, elle choisit entre prison et champ de bataille. Une approche punitive qui débute avant même le service militaire. Envoyées par voie électronique, les convocations empêchent leurs destinataires de partir à l'étranger. Il n'est pas rare que les officiers forcent les conscrits à signer des contrats pour tenir les quotas envoyés par leurs supérieurs de Moscou, ont confié des avocats qui défendent les soldats.

Puis les nouvelles recrues sont envoyées sur le front pour un service à durée indéterminée. D'après des activistes et des groupes de soutien, quelque 50 000 Russes ont déserté ou refusé de combattre, un chiffre bien plus élevé



SIPA PRESS

Une armée d'environ un demi-million de soldats russes se trouverait encore en Ukraine.

selon les avocats qui les défendent, car beaucoup finissent par revenir sur leur décision en échange d'un traitement plus clément ou parce que leurs familles sont menacées.

En 2022, la Russie a durci la loi sur la désertion et l'insubordination : des peines allant jusqu'à quinze ans de prison peuvent être prononcées et les biens des déserteurs peuvent être saisis. Les autorités ont poursuivi plus de 10 000 personnes dans ce cadre, révèlent des statistiques judiciaires consultées par le *Wall Street Journal* et compilées par MediaZona, un média géré par des exilés russes. Des centaines de procès sont en cours et d'innombrables soldats attendent leur tour en prison. En mai dernier, un soldat a été condamné à dix ans de prison pour absences régulières injustifiées.

Le verdict est parfois bien plus brutal : rendu à la Russie dans le cadre d'un échange de prisonniers en 2022, un membre de la milice Wagner qui avait soutenu l'Ukraine a été exécuté à coups de masse. En février dernier, un pilote qui avait fait défection a été abattu en Espagne ; les autorités locales n'ont arrêté aucun suspect. Peu après son décès, le patron du renseignement extérieur russe Sergei Naryshkin avait affirmé que Maksim Kuzminov, le pilote, était « devenu un cadavre à l'instant où il avait prévu son misérable crime ».

Certains tentent pourtant encore leur chance. « Chez les conscrits comme chez les soldats, on se dit qu'il faut être idiot pour revenir à la base après une permission, résume Artem Mugunyants, avocat qui défend des soldats russes. Ils craignent moins la possibilité de sanctions judiciaires que la probabilité de la mort. » Enfant du Kamchatka, le petit Anatoly a été ballotté de proches violents en institutions publiques après la mort de sa mère, qui s'est noyée après une soirée bien arrosée quand il avait trois ans, raconte sa sœur, Anna Shchetinina. Il a rejoint l'armée en 2022 quand, sous la pression des autorités locales, son patron de l'époque l'a menacé de le licencier s'il refusait de s'engager. Le jeune homme a signé un contrat de trois ans parce qu'on l'a obligé, affirme sa sœur : « Il n'a jamais voulu combattre ».

En octobre dernier, une unité a été envoyée à Marioupol, en territoire ukrainien occupé, pour se préparer au combat et Anatoly Shchetinin a appris que la sienne était la suivante sur la liste. Il a donc décidé de demander une permission et de fuir dans l'un des rares pays dans lesquels les Russes peuvent aller sans passeport : l'Arménie. Désireux de moins dépendre du voisin russe, le pays fait figure de refuge pour les déserteurs, qui sont nombreux à s'y être installés. Un traité bilatéral oblige cependant Erevan à incarcérer les soldats que Moscou recherche

et à en informer les autorités. Mais les extraditions ne sont pas automatiques et beaucoup sont relâchés après un interrogatoire.

Le sentiment de sécurité a pris fin en décembre dernier, quand le déserteur Dmitry Setrakov a été arrêté à l'aéroport d'Erevan et remis au FSB, le renseignement russe qui épaula les soldats arméniens à la frontière depuis l'indépendance du pays, en 1991. L'homme a été conduit sur une base militaire russe située dans le nord de l'Arménie, et ouverte en 1995 sur le site d'un poste avancé de l'empire russe. À l'entrée trône une photo du président Vladimir Poutine et une phrase : « La présence croissante de l'armée russe est un gage de paix dans le monde ». Quelques semaines plus tard, Dmitry Setrakov était renvoyé dans son pays, où il est poursuivi pour désertion.

Médusés, les Arméniens ont répliqué. « Nous ne tolérerons pas d'actions illégales sur notre territoire », a affirmé Nikol Pachinian, le président arménien. Le départ des membres du FSB a été demandé et ils ont quitté l'aéroport le mois dernier. Parallèlement, les activistes arméniens ont fait état de menaces contre des Russes vivant dans le pays. En avril, un homme qui avait fui lors de la mobilisation de 2022 a ainsi été approché par deux hommes se présentant comme des membres du bureau du procureur. L'accusant de détention de drogue, ils lui ont demandé de le suivre jusqu'au commissariat. Avec l'aide d'un Arménien, il a réussi à échapper à ceux qui, selon lui, étaient des officiers du FSB. « Je ne me sens plus en sécurité ici », a-t-il déploré. Le ministère russe de la Défense n'a pas répondu à la demande de commentaire.

Une fois en Arménie, Anatoly Shchetinin a enchaîné les petits boulots et a dû demander de l'argent à sa sœur, qui vit à Kazan, à 800 kilomètres de Moscou. Mais, en mars, la police a convoqué Anna et menacé la famille de représailles si Anatoly ne se rendait pas. Le jeune homme s'est mis à douter, songeant à rentrer au pays. Le 5 mars, il a écrit à son commandant : que se passera-t-il si je rentre ? Est-ce que je serai envoyé à Marioupol ? Le gradé lui a répondu qu'il serait jugé et que, pour échapper à la prison, il pourrait proposer d'intégrer une unité d'assaut, révèlent des captures d'écran envoyées à Anna. Un autre lui a dit qu'il pouvait peut-être s'en tirer avec une amende.

À cette période, sur les réseaux sociaux, Anatoly Shchetinin a dit penser au suicide, partageant images tristes et chansons parlant de solitude et de regrets. Un jour, il a expliqué qu'après « toutes les erreurs que j'ai commises, j'ai fini par ne plus me comprendre ». Anna s'est inquiétée, craignant qu'il ne comprenne pas non plus les conséquences d'une

reddition. Le 29 mars, son frère s'est présenté au consulat de Russie, où il a été immédiatement arrêté. « Je sais que c'est risqué mais je veux rentrer à la maison, a-t-il confié lors d'une interview depuis la base militaire où il était détenu. Vivre en me cachant, ça ne rime à rien. » L'arrestation d'un autre Russe en Arménie n'a pas tardé à provoquer la colère dans le pays et le gouvernement a refusé le transfert d'Anatoly Shchetinin vers la Russie.

La traque se déroule aussi dans d'autres pays. Kamil Kasimov, 23 ans, a été arrêté en mai dernier à Astana par des militaires russes. En décembre 2023, son commandant avait écrit à sa famille pour l'exhorter à révéler où le jeune homme se cachait, le qualifiant de traître qui avait choisi « la voie de la disgrâce et de la lâcheté ». Une fois arrêté, il a été placé dans une base russe du sud du Kazakhstan avant d'être envoyé à Omsk, en Sibérie, où il attend son procès pour désertion. Rashit, son frère, affirme qu'il veut négocier un accord : aller combattre au front et échapper à quinze ans de prison.

Selon Mariana Katzarova, rapporteure spéciale des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Fédération de Russie, les autorités sont « impliquées dans des quasi-enlèvements » de déserteurs à l'étranger.

Ceux qui se font prendre sont poussés à retourner combattre. Un homme réfugié en Arménie et risquant dix ans de prison pour désertion a déclaré qu'on lui avait promis une sentence plus clément s'il acceptait de « faire amende honorable » en se battant en Ukraine

Ceux qui se font prendre sont poussés à retourner combattre. Un homme réfugié en Arménie et risquant dix ans de prison pour désertion a déclaré à Go By The Forest, une association qui aide les soldats russes à s'enfuir, que les enquêteurs lui avaient promis une sentence plus clément s'il acceptait de « faire amende honorable » en se battant en Ukraine, révèle une conversation téléphonique transmise au *Wall Street Journal*.

Le temps qu'Erevan et Moscou s'entendent sur son sort, Anatoly Shchetinin a passé ses journées à jouer sur son téléphone, suivi par des militaires russes partout où il allait. Quand des activistes lui ont rendu visite sur la base russe pour tenter de le convaincre d'accepter une aide juridique, il a refusé, affirmant vouloir se présenter devant la justice russe. « Je n'ai pas besoin qu'on me défende, a-t-il écrit au WSJ. Je ne suis pas un criminel. » Le ministère russe de la Défense n'a pas répondu à la demande de commentaire.

En avril, il est apparu dans une vidéo diffusée par un média contrôlé par le Kremlin. En sweat à capuche noir, devant une affiche de propagande soviétique, il a dit regretter sa décision et vouloir se racheter en allant se battre en Ukraine : « Je suis un soldat russe, si on m'en donne la chance, je ferai amende honorable à la patrie. » L'Arménie l'a finalement laissé partir, à sa demande, après que la Russie a retiré son nom de la liste des personnes recherchées. En juin, à bord d'un avion militaire, il a rejoint Rostov-sur-le-Don, où il est détenu dans un centre pour soldats réfractaires dans l'attente de son procès.

En juillet, dans une lettre aux enquêteurs chargés de son dossier, il affirmait vouloir se racheter en combattant en Ukraine et demandait son transfert vers un camp d'entraînement. On lui a répondu qu'il serait jugé comme les autres. « Je suis désespéré, je ne veux pas mourir, écrivait Anatoly Shchetinin depuis Rostov fin juin. Ce n'est pas ma guerre. »

Matthew Luxmoore
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original

USA 2024 et Hollywood

Donald Trump, l'antihéros qui a brisé les codes du cinéma et de la télévision aux Etats-Unis

EPISODE 3/4

Quatre experts des Etats-Unis analysent pour l'Opinion l'élection présidentielle américaine sous le prisme de Hollywood et du show business.

Matthew Robbins

UNE BALLE ASSASSINE a manqué de peu Donald Trump le 13 juillet dernier, le laissant l'oreille droite en sang, poing levé face au monde, dans un geste qui a fait vibrer ses admirateurs. Lui qui se nourrit toujours du chaos a joué le héros américain, dans le rôle le plus extrême et le plus cinématographique qu'il ait connu jusqu'à présent. La photo de The Associated Press, rapidement devenue célèbre, ressemble à une affiche de film.

Trump est un véritable iconoclaste qui a bouleversé la culture américaine depuis des années. Dans son mépris pour les normes du discours politique, il est particulièrement sensible au pouvoir de la télévision. Pendant des décennies, Hollywood avait aidé à établir ses normes. Après l'attaque contre Trump, des films d'assassinat comme *Un crime dans la tête* (1962) ou *A cause d'un assassinat* (1974) nous viennent à l'esprit, mais nous pouvons plonger encore davantage dans le passé.

En 1939, Frank Capra a réalisé *Monsieur Smith au Sénat*. Républicain assumé, il a collaboré avec le scénariste de gauche Sidney Buchman pour représenter un James Stewart naïf, encerclé par des membres corrompus du Sénat américain. Ces conspirateurs parlementaires sont si pervers qu'ils ont presque réussi à détruire l'innocence enfantine de M. Smith. En vain : dans le moment le plus sombre, le malhonnête (Claude Rains) se repent, avoue ses péchés et permet à l'idéalisme de M. Smith de triompher.

Deux ans plus tôt, Humphrey Bogart apparaît dans *La Légion noire*. Dans ce film, les méchants sont incarnés par un gang de racistes vêtus de capuches qui incendient et tuent au nom du nationalisme blanc. L'œuvre se conclut par une scène dans un tribunal, durant laquelle un juge, sévère, vante les vertus de la tolérance et de l'Etat de droit. Le public est satisfait de voir les meurtriers condamnés à perpétuité.

Happy end. Encore et encore, Hollywood a osé représenter les tentations du nativisme, de l'autoritarisme et du fascisme. Mais les grandes sociétés de productions se sont assurées que leurs films se termineraient avec la suppression de ces pulsions effrayantes. Les dirigeants de ces studios, pour beaucoup des immigrants juifs de la première génération, avaient créé en silence un consensus au sujet de la démocratie américaine. Après tout, les Etats-Unis n'ont pas



Bannière publicitaire pour la nouvelle saison de « The Apprentice » devant la Trump Tower (2004).

eu de pogroms ou de cosaques, alors malgré une dramatisation des maux politiques américains, une fin douce et rassurante était naturelle. Même si des hommes comme Jack Warner, Samuel Goldwyn et Louis B. Mayer étaient d'éminents conservateurs, ils donnaient une énorme liberté aux scénaristes et réalisateurs de gauche lorsqu'il s'agissait de sujets politiques. Harry Cohn, le patron de Columbia Pictures, admirait Mussolini, mais employait encore et encore Buchman. La démocratie semblait assez résiliente pour tenir tête à tous les méchants, étrangers comme locaux.

La peur rouge de l'après-guerre et la liste noire de Hollywood ont mis fin, de facto, à cette détente. Des réalisateurs conservateurs comme John Ford et Cecil B. DeMille étaient heureux de faire des films comme *La Charge héroïque* (1949) ou *Les Dix Commandements* (1956), qui rappelaient aux spectateurs la sauvagerie des non-blancs ou célébraient l'urgente essentialité de la chrétienté. Mais, quelques années plus tard, une sorte de centrisme rassurant a réémergé.

Dans *Sept jours en mai* (1964), Burt Lancaster joue un général de l'US Air Force ancré à droite, qui planifie un coup d'Etat contre le président des Etats-Unis, qu'il voit comme une mauviette. Le président est joué par Fredric March, grand acteur du début du cinéma sonore. Il n'y a pas à chercher loin : l'affrontement de ces deux personnages rappelle le

récent duel entre Joe Biden et Donald Trump, entre la décence fatiguée et la vigueur impitoyable. A la fin, le vieil homme remporte la bataille, réaffirmant la nature indestructible du processus électoral.

Même dans des œuvres satiriques, cette confiance fondamentale dans le centrisme est intacte. *Votez McKay* (1972) de Michael Ritchie démonte l'hypocrisie et la manipulation maladroite derrière la campagne d'un Robert Redford aux bonnes intentions. Dans ce film, le rire est sophistiqué et révélateur, mais, comme toujours, les piliers de la démocratie américaine restent solides.

C'est dans ce contexte que le côté iconoclaste de Donald Trump doit ainsi être observé. Un tel monstre n'a jamais triomphé dans nos films et séries télévisées. Regardez des personnages similaires, comme Willie Stark dans *Les Fous du roi* (1949) ou Lonesome Rhodes dans *Un homme dans la foule* (1957). Ces antihéros hollywoodiens

s'échappent en toute immunité pendant un temps, mais la fin heureuse qui est imposée les maintient loin du pouvoir.

Mentir, fanfaronner. Les donateurs largement progressistes de Hollywood ont ressenti les violations de Donald Trump de notre récit national comme un choc particulier, quasi personnel. Un présentateur clownesque du jeu télévisé « The Apprentice » a brisé toutes les croyances que « l'industrie » s'était construites pendant des décennies. A la télévision, le personnage sans pitié et plus grand que nature de Trump a survécu pendant treize années incroyables. Il courait après le statut de star, espérant devenir membre de l'élite du show-business. Personne, pas même lui, n'avait conscience qu'il était en train de créer un mouvement politique qui allait détruire le Parti républicain et mettre en péril la démocratie américaine.

Mi-juillet, lors de la Convention républicaine à Milwaukee, Donald Trump et ses partisans ont jubilé à la vue du vieux lutteur Hulk Hogan déchirant son tee-shirt et hurlant son soutien au mouvement « Make America Great Again » (Maga). Dans le monde du catch, celui qui aimait jouer les vilains était adoré pour ses insultes, son attitude rebelle, son égo manie et, souvent, pour ses victoires. L'atmosphère sur le ring était à la fois joueuse et violente, comme nous l'avons vu lors de l'assaut contre le Capitole en janvier 2021. Mentir, fanfaronner, s'enrager... L'ancestral pouvoir du mélodrame est irrésistible pour un public agité et mécontent. Parallèlement, Joe Biden persistait à clamer qu'il était encore un choix perti-

nent, politiquement. Il s'agissait du Roi Lear, pas d'un Mr Deeds enlisé ou même d'un Henry Fonda campant un président attentionné, mais en fin de compte tragique, dans *Point limite* (1964).

A l'ère du streaming, le public a eu droit à un épisode par jour sur Joe Biden : sa performance catastrophique lors du débat du 27 juin, son interview visant à rattraper le coup mais finalement peu convaincante, le chœur des sceptiques parmi ses vieux amis attristés, puis, comble du comble, son diagnostic positif au Covid. Pendant plusieurs jours, le président fut absent, alors qu'enflait le scénario de son retrait. La célèbre série d'Aaron Sorkin, *The West Wing*, n'aurait pu imaginer un meilleur suspense. La nation entière se délectait d'un thriller politique en temps réel. Dénouement de la saison 1 : Biden jette l'éponge ! Début de la saison 2 : Kamala arrive sous les projecteurs !

Déceance. Maintenant, nous suivons les nouveaux épisodes qu'une série que la presse a nommée : « La procureure versus le criminel ». Kamalas Harris restaurera-t-elle les normes de déceance que Hollywood a fidèlement promues ? Ou le mouvement Maga de Donald Trump deviendra-t-il plus énorme et virulent, comme dans l'implacable *Alien* de Ridley Scott (1979). Dans tous les cas, l'image que Hollywood avait du public américain, inof-

« Jusqu'à ce que Kamala Harris ne lance sa remarquable campagne, les sondages continuaient à placer Donald Trump aux portes d'une victoire historique. Notre vilain exubérant a reçu un nouveau script et ne sait pas quoi en faire »

fensif et tolérant, est détruite. L'héroïsme de Henry Fonda, Jimmy Stewart, Fredric March et Harrison Ford dans *Air Force One* (1997) n'est plus seulement démodé - il est risible. Des films plus légers comme *Président d'un jour* (1993) ou *Le président et Miss Wade* (1995) ne sont plus drôles. Dans cette époque de fake news, les raisons pour lesquelles Meryl Streep publie les Pentagon Papers dans le film éponyme de Steven Spielberg (2017) paraissent désuètes.

A la fin des années 1930, des milliers d'Américains ont exprimé un certain enthousiasme envers Hitler et le mouvement America First. Pearl Harbor et la victoire des Alliés lors de la Seconde Guerre mondiale semblaient les avoir réduits au silence. Mais aujourd'hui, ces voix sont de retour, plus bruyantes qu'avant, et ne s'entendent plus seulement en marge de la vie publique.

Jusqu'à ce que Kamala Harris ne lance sa remarquable campagne et ne choisisse le folklorique Tim Walz du Midwest comme colistier, les sondages continuaient à placer Donald Trump aux portes d'une victoire historique. Le fantôme de Frank Capra nous observe-t-il ? Peut-être une fin heureuse peut-elle revenir à la mode. Trump, notre vilain exubérant, a reçu un nouveau script et ne sait pas quoi en faire.

Soudainement, les démocrates sont exaltés. La fièvre Harris-Walz est partout. Personne ne peut nier cette excitation, mais en 1922, le cynique et érudit journaliste américain H. L. Mencken avait une vision prophétique : « Les hommes que le peuple américain admire le plus follement sont les menteurs les plus audacieux ; ceux qu'il déteste le plus violemment sont ceux qui tentent de lui dire la vérité. »

Prochain épisode
Hollywood, bastion historique des démocrates



Robert Redford dans *Votez McKay* (1972) de Michael Ritchie (titre original : *The Candidate*).

l'Opinion
Le meilleur moyen d'avoir la vôtre

Restez informé tout l'été avec l'Opinion !

1 mois
GRATUIT
sans carte bancaire



FLASHEZ POUR
EN PROFITER !



Offre valable jusqu'au 31/08/24, réservée aux non abonnés print et numérique. Abonnement 100% numérique : 1 mois gratuit, sans engagement et sans carte bancaire, au lieu de 15,90€/mois TTC. Tarifs valables en France métropolitaine, pour une autre zone, téléphonez au 01 40 69 46 94. L'Opinion est une publication de BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET, 8 rue Bellini - 75116 Paris, au capital de 5 000 001 euros - RCS Paris 792 109 241. Pour en savoir plus sur la protection de vos données personnelles et l'exercice de vos droits, veuillez lire les Conditions générales de ventes.

Résonances

La III^e République et la loterie de décembre 1875

EPISODE 21/23

Le journaliste François Bazin, auteur de livres politiques à succès, et l'historien Jean Lebrun, ancien producteur sur France Inter de « La marche de l'histoire », décryptent la politique française post-dissolution à l'aune de précédents historiques.

François Bazin

GRÂCE SOIT RENDU À L'OPINION. Pour nourrir ses « résonances », il faut relire l'histoire et d'abord ses classiques. *La fin des notables* notamment. Daniel Halévy, à la fin des années 1930, s'est fait le conteur inspiré de cette République vraiment républicaine qui vit le jour entre 1871 et 1879 sous le nom de Troisième.

Son récit, on le faisait lire autrefois aux étudiants de Sciences Po, comme s'il avait fallu les instruire des conditions dans lesquelles les fondateurs de l'école avaient été poussés aux marges de la politique. C'est dans ces pages

que lesdits étudiants découvraient les figures de Thiers, de Broglie, Gambetta ou Mgr Dupanloup. C'est en les suivant pas à pas qu'ils découvraient que la droite était triple, que la République, celle qui dure, avait été l'œuvre d'une Assemblée et non pas de la rue, que la gauche n'avait vaincu qu'en se prétendant conservatrice puisque le peuple, alors paysan, attendait d'elle ce mariage de l'ordre et l'égalité, vainement espéré depuis 1789.

Coups d'éclat. Sous la plume d'Halévy, ce n'était pas l'humeur d'un passé révolu qui revivait ainsi, mais la puissance d'une grammaire à jamais installée dans notre imaginaire politique. Concentration républicaine (formule du succès), conjonction des centres (vainement poursuivie), union des droites (mirage absolu). L'actualité récente, une fois encore, n'a-t-elle pas fait la démonstration de ce qu'Halévy avait noté sur un mode navré ? Il y a en France, un peuple légitimiste, un peuple bonapartiste, un peuple républicain mais, jamais, il n'y eut un

peuple orléaniste qui puisse offrir - hier aux ducs, aujourd'hui à la bourgeoisie libérale - les assises électorales capables de l'installer durablement à la tête de l'Etat.

A chaque épisode de cette histoire qu'Halévy raconte comme une longue cavalcade, suite de coups d'éclat, de trahisons et de fidélités devenues obsolètes, d'aveuglements et de « cris de guerre » comme disait Gambetta, maître absolu du genre, le lecteur ébahi retrouve ce qui fait l'ordinaire d'une République parlementaire, sans majorité stable ni boussole véritable, celle qu'une dissolution hasardeuse vient de remettre au goût du jour. Dans pareille Assemblée, pas de règles, rien que des jeux qui transforment en loterie la moindre désignation.

En décembre 1875, c'est le Sénat qu'on installe à grand-peine avec, pour commencer les 75 « inamovibles » censés en faire la forteresse des notables. Les députés ont été chargés de cette opération. La Chambre est à droite, très à droite. Le résultat du vote semble acquis d'avance. Sauf que centre gauche et centre droit sont incapables d'un accord, que les cheveu-légers de la droite légitimiste, ainsi que les derniers bonapartistes, aiment jouer la politique du pire et que, dans les couloirs, Gambetta aux aguets tire les ficelles avec un art consommé de la manœuvre. Résultat du vote : 62 républicains élus contre 13 conservateurs.

De ce coup de tonnerre qui en annonce de plus puissants encore, on retiendra deux commentaires qui, eux, méritent d'être inscrits au répertoire de l'éternel politique. L'un est de Gambetta, ravi de ce jeu d'alliance éphémère : « Je loge, je nourris... mais je ne blanchis pas. » L'autre est de Thiers, félicitant son cadet : « Vous avez bien joué, beau joueur. Quand on a la veine, il faut faire suer aux cartes tout leur argent. »

Prochain épisode
Août 2024, août 1944,
les jours heureux des Français

« Vous avez bien joué, beau joueur. Quand on a la veine, il faut faire suer aux cartes tout leur argent »
Adolphe Thiers à Léon Gambetta



SIPA PRESS

Léon Gambetta profite des désaccords entre le centre droit et le centre gauche pour faire élire, à la surprise générale, 62 républicains contre 13 conservateurs au Sénat.

Mots de France. Abaya

TROIS SYLLABES devenues synonymes de l'efficacité en politique. Cette longue robe cache, chez les jeunes filles, ce qu'on ne saurait voir, plus le reste. Pratique culturelle ou religieuse ? Le 31 août 2023, Gabriel Attal, ministre de l'Education, opte pour la seconde interprétation : interdiction de l'abaya par note de service.

Le Conseil d'Etat valide sa décision. L'affaire ne se résume pas à un rebondissement du débat sur la laïcité. Elle devient l'exemple du courage et de l'art de l'exécution en politique, la preuve que l'on peut agir vite, avec des résultats. Quand il est propulsé à Matignon, le 9 janvier, le nouveau Premier ministre cherche des

équivalents. Jurisprudence abaya. Mais pour calmer la colère des agriculteurs, augmenter le pouvoir d'achat, apprendre à lire aux enfants, permettre un accès facile aux médecins, etc., il faut bien plus qu'une note de service.

Corinne Lhaïk
@clhaik

#Balance ton sport

Quand la politique mouille le maillot en Une de l'Opinion. Rétrospective.

Avril 2023.

Une majorité relative, une Première ministre entravée, une politique peu lisible... Le macronisme s'enlise.



KAK

Histoire des punchlines libérales

Henry Hazlitt et la défense de John Smith

La série de Bernard Quiriny



Et si on rouvrait nos classiques ? L'Opinion vous propose cet été vingt-trois citations clefs de la littérature libérale, pour briller en société et mieux comprendre le libéralisme. **Episode 21**

Voici une entreprise dont la clientèle se détourne. Ses produits n'intéressent plus personne, elle court à la faillite. Du point de vue de l'utilité collective, sa disparition sera une bonne chose : mieux vaut qu'elle cesse de gaspiller des ressources dans une production qui ne répond plus aux souhaits des consommateurs. Quant à faire intervenir l'Etat pour la maintenir à flot, cela reviendrait à forcer les contribuables à soutenir par l'impôt une production qu'ils désavouent par leurs achats.

Le problème, c'est que cette entreprise a des salariés, qui devront bientôt trouver un autre emploi, peut-être déménager, se reconvertir, changer de vie. Sur le papier, c'est la règle du jeu. Dans la réalité, de telles situations sont évidemment douloureuses, et les libéraux sont loin d'y être indifférents.

« Tous les hommes ne peuvent pas, ou ne veulent pas apprendre de nouveaux métiers, quitter leurs foyers et leurs pays, ou même modifier leurs investissements aussi vite que le marché le leur dicte, constate Walter Lippmann dans *La Cité libre*. Les hommes n'ont pas la capacité d'adaptation qu'exige un marché en fluctuation constante. Ils ne sont pas des unités abstraites, mais des créatures qui ont des habitudes et sont attachées à leur genre de vie. »

Point d'équilibre. C'est pourquoi la plupart des libéraux contemporains sont favorables à l'indemnisation temporaire du chômage, pour offrir au chômeur le temps de retrouver dans sa région un emploi conforme à ses qualifications. « Aucune hésitation n'est possible en matière d'assistance aux victimes du système, écrit l'économiste Louis Baudin. Le mécanisme est aveugle et des accidents sont possibles dont l'individu n'est pas responsable. »

Dans son petit livre *L'économie politique en une leçon*, écoulé à plus d'un million d'exemplaires depuis 1946, le journaliste américain Henry Hazlitt rappelle que la défense de l'économie de marché, qui garantit l'élévation du niveau de vie, n'exonère pas d'amortir les chocs pour John Smith, le travailleur dont la qualification n'est plus demandée, le chômeur qui ne trouve plus d'emploi dans sa branche. **« Nous ne pouvons et ne devons pas oublier l'ouvrier John Smith. Il symbolise, en son cas tragique, les faillites personnelles inhérentes à presque tous les progrès industriels et économiques. »**

Les contempteurs du libéralisme insistent sur la tendance des libéraux à dénoncer les effets désincitatifs de l'indemnisation du chômage, mais la position des penseurs libéraux n'est, en réalité, pas si différente de celle d'un social-démocrate à la Beveridge, l'architecte du système anglais de protection sociale. Le tout, résume Milton Friedman, c'est de trouver le point d'équilibre entre protection raisonnable des travailleurs et préservation de la souplesse du système, pour ne pas « tuer la poule aux œufs d'or ».